

une source d'inspiration. Notre Plan d'action économique, une stratégie d'allégement fiscal axée sur la création d'emploi et la croissance économique, a mis en place les conditions favorables à la réussite. La prochaine étape du Plan d'action économique du Canada, le Budget 2011, vise à renforcer davantage la sécurité financière des familles canadiennes en protégeant et en créant de bons emplois, en attirant l'investissement grâce à un régime fiscal concurrentiel, en encourageant l'innovation, ainsi qu'en étendant et en renforçant nos liens commerciaux.

Ce plan comprend la poursuite d'un vaste et ambitieux programme de libre-échange. Les négociations dans le cadre du Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce demeurent une priorité pour le Canada, mais nous ne miserons pas uniquement sur cette initiative multilatérale. Les emplois au Canada dépendent de notre capacité de rivaliser d'égal à égal avec nos concurrents, dont plusieurs négocient des accords de libre-échange à leur avantage sur des marchés d'intérêt pour le Canada. Le gouvernement va donc de l'avant en ouvrant de nouveaux marchés et en libérant le potentiel que peut offrir une plus grande libéralisation du commerce.

Depuis 2006, le gouvernement Harper a conclu des accords de libre-échange avec huit pays et nous poursuivons des négociations sur le libre-échange avec près de 50 autres pays, au nombre desquels l'Union européenne, le deuxième partenaire en

importance du Canada, et l'Inde, l'une des économies dont la croissance est la plus rapide au monde. Nous étudions aussi la possibilité d'approfondir notre partenariat économique avec le Japon et de renforcer nos liens commerciaux avec les États-Unis par des initiatives clés, dans le sillage de la Déclaration sur la vision commune de la frontière, personnellement endossée par le premier ministre Harper et le président Obama en février.

De plus, nous cherchons à tisser des liens commerciaux plus étroits et à élargir notre accès aux marchés par le biais d'accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers et la négociation d'accords bilatéraux sur le transport aérien, afin de permettre aux investisseurs et aux exportateurs canadiens de prendre de l'expansion et d'accroître leurs opérations sur de nouveaux marchés.

Le point sur le commerce démontre que les échanges internationaux du Canada sont dans une phase d'expansion. Le gouvernement Harper est déterminé à poursuivre activement ses efforts pour positionner le Canada comme un chef de file en matière de commerce et d'investissement et comme un partenaire d'affaires stratégique ayant accès aux plus grands marchés de consommation du monde. Je me réjouis à la perspective de travailler avec tous les Canadiens pour consolider les progrès accomplis et ouvrir la voie à des réalisations encore plus grandes dans le domaine du commerce international.



*L'honorable Ed Fast
Ministre du Commerce international
et ministre de la porte d'entrée de
l'Asie-Pacifique*